



Les droits des femmes au cœur de leur santé



ALFREDO MEGAR/LIKHAAN

Rita Morbia, la directrice générale d'Inter Pares (au centre) accompagnée de membres du personnel et de bénévoles de Likhaan à Manille, aux Philippines.

Contrôler son corps, contrôler sa vie

Dindi avait 15 ans quand elle accompagna son amie âgée de 13 ans à un hôpital de Manille. Son amie était enceinte, morte de peur et en pleine hémorragie. Elle faillit mourir. Cette expérience la marqua à jamais. Aujourd'hui, à 21 ans, Dindi défend avec passion et à titre bénévole la santé et les droits reproductifs avec le Centre Likhaan pour la santé des femmes, homologue d'Inter Pares aux Philippines.

Giolda est aussi bénévole auprès de Likhaan. Elle s'est mariée à 16 ans et aujourd'hui, à presque 40 ans, elle a dix enfants. Giolda vivait à Manille pendant la décennie où la contraception était interdite, de 2000 à 2011. Elle adore ses enfants, ce qui ne l'empêche pas de dire ouvertement à quel point cela aurait changé

radicalement sa vie et celle de ses enfants si elle avait pu contrôler sa fertilité.

Nous sommes en 2016. Et pourtant, des millions de femmes dans le monde n'ont toujours pas accès à des services de planification familiale sûrs et efficaces, pour diverses raisons : coût inabordable, stigmatisation sociale ou manque de volonté politique. La plupart d'entre elles vivent dans les pays les plus pauvres de la planète. Ce sont trop souvent des adolescentes, privées de services ou d'éducation en matière de sexualité. Il y a bien des endroits dans le monde où le fait de donner de l'information sur leur corps aux filles – et aux garçons – est encore considéré comme inacceptable pour des motifs sociaux, politiques ou religieux. **PAGE 4 ▶**

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

DE LA FORMATION DE SAGES-FEMMES AU PROGRAMME NATIONAL DE SANTÉ, UN PAS À LA FOIS

LES STÉRILISATIONS FORCÉES AU PÉROU : PLUS JAMAIS

De la formation de sages-femmes au programme national de santé, un pas à la fois

REBECCA WOLSAK, GESTIONNAIRE DE PROGRAMME POUR LA BIRMANIE

Je tire une chaise en plastique rose pour m'asseoir avec les jeunes femmes. Toutes venues d'un village karen distinct des environs de la ville de Pa-An en Birmanie où nous nous trouvons, elles ont l'air d'avoir vingt ans et sont trop timides pour parler. Je suis un peu déçue, mais leurs fous rires nerveux sont bien

compréhensibles, c'est seulement leur deuxième semaine de formation.

Ces femmes veulent devenir sages-femmes auxiliaires dans leur milieu. Plutôt que de suivre la formation

médiocre du gouvernement, qui n'offre pas les compétences requises pour les accouchements ou les traitements de base, elles sont formées par notre homologue, la Back Pack Health Worker Team. Mise sur pied en 1998, l'équipe offre des soins de santé de base et de la formation dans les collectivités touchées par le conflit où le gouvernement offre peu ou pas de services.

Après qu'un cessez-le-feu récent eut facilité et amélioré la sécurité des déplacements dans l'État karen, l'équipe amorça un projet conjoint de formation de sages-femmes auxiliaires avec l'une des plus importantes ONG de Pa-An et le gouvernement local de l'État. Ce ne fut pas

simple : le cessez-le-feu n'est pas toujours respecté, la région est hautement militarisée et le processus national de paix commence à peine. La centralisation des soins de santé est telle que même les décisions relatives à l'embauche et au congédiement du personnel de l'hôpital sont prises depuis la capitale de la Birmanie.

Après quatre mois d'études théoriques, les étudiantes ont trois mois d'expérience pratique avec un autre homologue d'Inter Pares, la clinique Mae Tao. Avec une moyenne de huit naissances par jour, la clinique leur offre une expérience sans précédent.

La Back Pack Team et la clinique Mae Tao appartiennent à une coalition qui s'efforce de décentraliser les soins de santé, selon une approche holistique axée sur des services de santé publique. Pour ces partenaires, la formation de sage-femme est un pas de plus dans le processus qui mène à une coordination efficace des services.

Plusieurs mois après notre conversation marquée de fous rires à Pa-An, je rencontre par hasard plusieurs de ces femmes en stage à la clinique Mae Tao. Une fois encore, nous ne pouvons pas vraiment parler. Mais c'est parce qu'elles sont trop occupées à aller d'un lit à l'autre dans le service de la maternité, pleines d'assurance et de compassion, veillant à ce que tout se passe bien pour les nouvelles ou futures mamans. C'était magnifique à voir! 

La Back Pack Team et la clinique Mae Tao appartiennent à une coalition qui s'efforce de décentraliser les soins de santé, selon une approche holistique axée sur des services de santé publique.

Un nouveau-né à la clinique Mae Tao (gauche) et les premiers cours d'anatomie de base pour les futures sages-femmes auxiliaires (droite).



PHOTOS : ANISE PULLIAM (GAUCHE) ET REBECCA WOLSAK (DROITE)



Des femmes (y compris la directrice de DEMUS, Maria Ysabel Cedano, au centre) forment une chaîne humaine devant le bureau du procureur de l'État péruvien responsable de traiter les cas de stérilisations forcées.

Les stérilisations forcées au Pérou : plus jamais

Mamérita Mestanza n'avait pas encore 34 ans quand elle mourut de complications liées à une ligature des trompes. Provenant d'un milieu rural au Pérou, mère de sept enfants, Mamérita avait reçu plusieurs fois la visite de responsables des services de santé qui lui ont dit que les femmes comme elle ayant eu plus de cinq enfants s'exposaient à une amende ou une peine de prison si elles n'acceptaient pas d'être stérilisées. Tout ça était faux. Personne n'expliqua à Mamérita les conséquences de l'opération ou ses risques. Elle ne reçut pas plus les soins médicaux réclamés à maintes reprises par sa famille après l'opération, quand Mamérita développa une grave infection.

L'histoire de Mamérita Mestanza est loin d'être unique. Entre 1995 et 2000, sous prétexte de combattre la pauvreté en milieu rural, le gouvernement d'Alberto Fujimori aurait stérilisé quelque 300 000 femmes et 20 000 hommes. Il s'agissait souvent de femmes et d'hommes autochtones pauvres et illettrés, dupés ou forcés d'accepter l'opération sous la menace de perdre leurs médicaments ou leur allocation de nourriture. On imposait des quotas aux responsables de la santé publique et pour atteindre leur cible, il leur arrivait souvent de stériliser des femmes à leur insu ou sans leur consentement lors de visites de routine pendant la grossesse ou à la suite d'un accouchement.

L'homologue d'Inter Pares DEMUS fut à l'avant-garde de la lutte pour faire éclater la vérité au grand jour et obliger l'État péruvien à rendre des comptes. Avec d'autres organisations du Pérou, DEMUS présenta la cause de Mamérita devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme en 1999. Le Pérou finit par admettre sa responsabilité et accepta de compenser la famille de Mamérita. Cette cause historique permit à un groupe initial de 2074 femmes de dévoiler leur histoire et réclamer justice. À la suite de pressions croissantes de la population, renforcées en partie par une campagne efficace de DEMUS, le gouvernement péruvien annonça en décembre 2015 la création d'un registre national des personnes touchées par les stérilisations forcées.

Tout au long de 2016, les partenaires d'Inter Pares au Pérou travaillent à faire connaître le registre auprès du public et aident les victimes à s'y inscrire. Le programme de stérilisation forcée du gouvernement Fujimori est l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de ce pays. Il faut tout mettre en œuvre pour assurer que de tels crimes ne se reproduisent plus jamais. 

Entre 1995 et 2000, sous prétexte de combattre la pauvreté en milieu rural, le gouvernement d'Alberto Fujimori aurait stérilisé quelque 300 000 femmes et 20 000 hommes.

Contrôler son corps, contrôler sa vie

Suite de la page 1

Inter Pares est une organisation féministe. Nous croyons que les femmes devraient être capables de décider si elles veulent des enfants, et à quel moment; qu'elles devraient être capables de vivre des grossesses sans danger; et que l'information et les services appropriés et pertinents en matière de santé reproductive et de sexualité sont des éléments clés de la santé des femmes et des filles.

Inter Pares et Likhaan saluent donc l'ouverture du gouvernement du Canada qui inclut maintenant la santé et les droits sexuels et reproductifs dans l'éventail des soins de santé pour les mères, les nouveau-nés et les enfants. Ce changement reconnaît que les femmes sont plus que des mères ou des mères en devenir, et que le contrôle de son corps fait partie intégrante du plein épanouissement d'une personne.

Nous croyons que les femmes devraient être capables de décider si elles veulent des enfants, et à quel moment; qu'elles devraient être capables de vivre des grossesses sans danger; et que l'information et les services appropriés et pertinents en matière de santé reproductive et de sexualité sont des éléments clés de la santé des femmes et des filles.

À cet égard, Inter Pares vient de signer un accord de 2,6 millions \$ sur quatre ans avec le gouvernement du Canada pour travailler en collaboration avec Likhaan. Ce programme appuiera la mise sur pied de quatre cliniques de santé reproductive aux Philippines, où les femmes des quartiers appauvris de Manille et celles de la province du Samar oriental,

récemment éprouvée par un typhon, auront accès à des soins de santé sûrs et abordables. Parmi les composantes du programme, citons la planification familiale, les soins pré et postnataux, l'accès à des établissements de naissance de qualité supérieure avec du personnel qualifié et la prestation de soins obstétriques d'urgence.



PHOTOS: ALFREDO MELGÁN/LIKHAAN

Gielda et Dindi (haut).

April et Gielda, bénévoles chez Likhaan (bas).

Un autre élément important du programme est la promotion de la santé reproductive et sexuelle des femmes et des filles dans la collectivité. Il permettra aussi aux familles de s'inscrire au programme national d'assurance-maladie, PhilHealth, afin d'obtenir des services gratuits. Les cliniques de Likhaan se soumettront à un processus d'accréditation auprès de PhilHealth pour recevoir des fonds autonomes de leur gouvernement une fois que le programme aura pris fin.

Inter Pares est fière d'appuyer le travail de Likhaan en vue d'améliorer la santé reproductive et de stimuler l'indépendance et l'autonomisation des femmes aux Philippines – un travail qui changera la vie des femmes. ☺

Inter Pares désire remercier Affaires mondiales Canada pour son appui financier à notre travail aux Philippines et en Birmanie.

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales
Canada